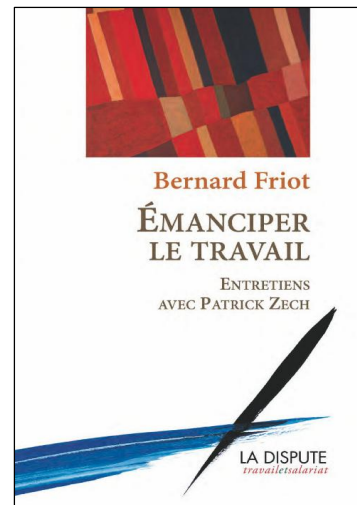


[A propos de Bernard Friot, quelques remarques](#)

Henri Sterdyniak, *blog Mediapart*, 3 juin 2016

Bernard Friot¹ est membre du Parti Communiste Français. Il lutte donc pour une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique, où les travailleurs et les citoyens pourraient décider de l'orientation de la société et de leurs entreprises. De ce point de vue, ses positions sont toujours respectables. En tant qu'économiste, Bernard Friot est un *marginal*, en ce sens que ces positions sont jugées fausses et absurdes par 95% des économistes. Ce n'est certes pas un critère dirimant : en 2006, 80% des économistes pensaient que les marchés financiers étaient rationnels et performants ; en 2008, qui parmi eux soutenait encore ce point de vue ? Mais, il faut le savoir : Friot est très marginal parmi les économistes. Et sans doute même parmi les économistes *hétérodoxes*.



Bernard Friot pousse à l'extrême les positions des économistes *hétérodoxes* (ceux qui luttent contre le néo-libéralisme, ceux qui veulent dépasser le capitalisme). Il prône l'abolition immédiate du capitalisme, la fin de la propriété privée des moyens de production, la gestion des entreprises par les salariés. D'un côté, c'est une caricature décredibilisante des économistes *hétérodoxes*. De l'autre, il peut les amener à réfléchir sur la cohérence de leurs positions : peut-on prôner l'abolition immédiate du capitalisme ?

Les travaux des économistes *hétérodoxes* se partagent en trois catégories. D'une part, montrer qu'une société *post* capitaliste est possible et souhaitable. D'autre part, analyser comment fonctionne (ou ne fonctionne pas) une économie capitaliste. Enfin, et c'est là le point délicat, défendre les objectifs immédiats de lutte des forces progressistes, comme la hausse des salaires, la baisse du temps de travail, la hausse des dépenses publiques et sociales, objectifs de court-moyen terme qui acceptent obligatoirement le capitalisme tel qu'il est. Mais cette troisième fonction est souvent contradictoire avec la deuxième. Les économistes *hétérodoxes* doivent soutenir que des réformes progressistes (comme la hausse des salaires) vont dans le bon sens pour le fonctionnement du capitalisme lui-même. Ils doivent être sociaux-démocrates keynésiens. Ils doivent prétendre qu'une hausse des salaires augmentera l'emploi et permettra au capitalisme de mieux fonctionner. Ils doivent imaginer un capitalisme, modéré, viable et préférable au capitalisme financier mondialisé. Sinon, ils doivent être révolutionnaires et dire clairement : le capitalisme est incompatible avec la satisfaction des aspirations des salariés. Dans le capitalisme actuel, une hausse de salaires provoque une baisse de l'emploi (car les capitalistes peuvent aller produire à l'étranger ou substituer du capital au travail). A court terme, le chômage augmente. Cela dégrade le rapport de force en défaveur des salariés et permet aux capitalistes de reprendre les hausses de salaires que les travailleurs ont arrachées. C'est la révolution ou l'acceptation du capitalisme financiarisé. Il n'y a plus de capitalisme acceptable.

¹ Nous nous appuyons ici essentiellement sur : Bernard Friot : *Emanciper le travail*, La dispute, 2014. (ELT, par la suite).

Dans une économie capitaliste moderne, la satisfaction des besoins humains s'effectue de trois façons : la production marchande, la production publique, les activités domestiques : l'automobile, l'école, l'amour. L'économie est mixte. Bernard Friot soutient que les activités domestiques créent de la valeur sociale et sont (ou devraient) rémunérées pour cela. Ainsi, selon Friot, le retraité crée de la valeur sociale lorsqu'il s'occupe de ses petits-enfants ou même quand il lit le journal. Sa pension de retraite serait un salaire qui rémunérerait cette activité. C'est une façon saugrenue de justifier le système social de retraite². Quoi que nous fassions, nous produirions en fait de la valeur sociale, ce qui justifierait notre salaire. Friot veut briser le lien présent dans la société marchande : le salaire est la contrepartie de notre participation à une production socialement reconnue que ce soit une production marchande (la contrepartie est alors le fruit du rapport de force avec le patron) ou une production publique (la contrepartie est socialement fixée) Mais peut-on oublier cette contrepartie ? Traiter de la même façon des activités que l'on fait volontairement pour soi, sa famille et ses proches et des activités que l'on fait dans un cadre socialement imposé pour des clients ou des usagers ? Même si une activité domestique génère une valeur d'usage, cette valeur est immédiatement consommée par le producteur lui-même (ou ses proches), de sorte qu'elle ne peut servir de base à un prétendu salaire. Peut-on utiliser l'argument « la retraite est un salaire continué » pour préconiser une retraite à 55 ans à 100% du dernier salaire net, sans considération de la carrière, avec un fort niveau de cotisations sociales sur les actifs, donc une baisse du niveau de vie de ceux-ci, baisse qui ne serait pas compensée par une prétendue valeur sociale produite par les retraités ?

On peut certes imaginer (et même souhaiter) que la société décide un jour de réduire fortement la part de l'activité marchande, qu'elle fasse la chasse aux consommations ostentatoires et aux emplois inutiles. Dans ce cadre, une forte réduction de la durée du travail serait envisageable. Elle pourrait prendre la forme de congés annuels, parentaux ou sabbatiques mais aussi du maintien à 60 ans de l'âge de la retraite. Mais ce choix social ne peut être justifié par l'argument : le retraité travaille. De même, le chômeur veut retrouver un emploi ; on ne peut lui dire : « votre prestation chômage est un salaire qui récompense votre travail en tant que chômeur ».

Certes, le développement de l'intermittence comme celle du travail collaboratif pose la question de la rémunération du travail contributif, mais celle-ci doit être traitée en elle-même et pas confondue avec la question de la retraite ou du chômage.

Bernard Friot fait l'éloge de la production publique (école, retraite publique, hôpitaux, crèche, infrastructure) et on doit s'associer à ses éloges. Oui, l'activité publique génère une production et de la valeur économique. Prétendre comme le Medef que le secteur public serait improductif et vivrait sur le dos du secteur privé est absurde. L'enseignant ou l'infirmière sont plus productifs que le *trader*, le communicant ou le publicitaire. Partant de l'idée que toute la production pourrait être organisée demain comme la production publique aujourd'hui, Friot a progressivement développé un projet de société utopique, basée sur le salaire à vie, projet totalitaire qu'il expose avec dogmatisme (il en a conçu à lui seul toutes les caractéristiques) sans vouloir en voir les difficultés et contradictions.

² Je rejoins ici J.-M. Harribey, « [Les retraités créent-ils la valeur monétaire qu'ils perçoivent](#) ? Remarques sur le livre de Bernard Friot, *L'enjeu des retraites* », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010, p. 149-156.

Ainsi, chaque individu aurait droit à un salaire à vie à partir de 18 ans, dont le niveau dépendrait de sa qualification, Friot étant très flou sur la façon serait déterminé cette qualification, en particulier sur l'influence relative du diplôme et du travail déjà effectué. Certains à 18 ans devraient travailler, d'autres pourraient continuer leurs études, selon quelle base ? Il n'y aurait que quatre niveaux de qualification et donc de salaire de 1500 à 6000 euros par mois. Le salarié pourrait progresser en passant des examens (comme dans la Fonction publique aujourd'hui), qui reconnaîtrait soit l'acquisition de nouvelles compétences, soit le travail passé. Après sa retraite à 55 ans, son salaire serait *continué*. Mais on voit mal ce que deviendrait l'ardeur au travail, si le salaire n'en dépendait pas quelque peu. Certes, on peut nier, dans une vision de gauche, le lien entre salaire et participation effective à la production, mais concrètement le problème se poserait. Comment imposerait-on une tâche pénible à tel salarié si celui-ci est assuré d'un salaire à vie ? Chaque salarié devrait trouver une entreprise disposée à l'employer ou convaincre une caisse d'investissement de financer l'entreprise qu'il créerait. Que se passerait-il pour les salariés qui ne réussiraient pas à se faire embaucher ? Pour ceux qui refuseraient de faire l'effort nécessaire ? Pour ceux dont l'entreprise jugerait que la qualification, donc le salaire, est excessif par rapport à la productivité ? Le salaire à vie a-t-il comme contrepartie l'obligation du travail ? ou faut-il généraliser aux personnes de 18 à 55 ans, la découverte de Bernard Friot pour les retraités : toute activité (même la non-activité crée de la valeur sociale) ? Comment sera décidé de fermer ou de maintenir en activité des activités ou des entreprises déficitaires ? On comprend certes la volonté de Friot de supprimer le marché du travail, de supprimer la subordination des travailleurs aux capitalistes, mais cela pose des questions qu'il ne résout pas vraiment.

Bernard Friot propose ensuite d'exproprier les capitalistes. La production sera socialement décidée ; une part de la valeur ajoutée produite serait collectée sous forme de cotisations qui seront versées à des caisses d'investissement qui décideront et financeront les investissements ; la propriété capitaliste serait abolie. Bien sûr, on ne peut qu'être d'accord avec ce projet. Mais avec trois réserves. D'une part, Bernard Friot n'explique pas comment serait créé le rapport de force qui permettra d'exproprier les capitalistes sans indemnisation. D'autre part, Bernard Friot n'explique pas comment la production sera organisée et décidée ; comment seront prises les décisions d'investir ; rêve-t-il d'une économie soviétique où l'Etat décide quoi produire ? Oui, je sais l'argument est déplaisant, mais ne faut-il pas tirer les leçons de l'échec de l'expérience *socialiste* ? Sans être un chantre de l'innovation ou de la multiplicité des produits, il faut reconnaître que les qualités du capitalisme sur ce plan, même si cela passe par la création perpétuelle de nouveaux besoins, par des consommations ostentatoires au détriment des besoins de base. Quelle sera l'incitation des entreprises à satisfaire les clients ?

Enfin, Friot n'explique pas comment seront fixés les prix des biens s'ils n'intègrent pas le coût du travail effectivement utilisé et le coût du capital utilisé pour les produire, mais uniquement une cotisation dépendant des salaires. Friot est pris dans une contradiction puisqu'il se refuse à ce que le prix des biens corresponde à leur coût de production (les consommations intermédiaires, mais aussi le travail utilisé et le coût du capital). Ainsi, écrit-il (ELT, p.88) : « On pourrait décider que tout prix soit la multiplication par 1,25 du prix des consommations intermédiaires ». Ce qui se mord la queue. Comment serait fixé le prix des consommations intermédiaires ? Et comment se feraient les choix économiques avec des prix sans lien direct avec les coûts ? Friot prétend que sa société idéale sera une société

marchande, sans en tirer les conséquences : cela rend nécessaire que les prix reflètent les coûts, que les entreprises non rentables soient fermées, que le calcul économique soit possible.

Friot imagine ainsi une société entièrement gérée par des conseils de salariés qui décideraient de la qualification des salariés, des entreprises où investir, des productions à développer, etc. Une société soviétique pourrait-on dire.

Le projet de Friot a certes un sens social et politique : montrer que les salariés n'ont pas besoin des capitalistes pour produire. Ceci en s'appuyant sur l'exemple de la Sécurité sociale ou de la production publique. Mais, ce projet n'a pas le contenu économique qui le rendrait convainquant : expliquer précisément comment fonctionnerait cette économie non-marchande, sans capitaliste (et sans capital rémunéré). Certes, notre combat doit viser à diminuer la part du marchand dans l'économie, au profit du public, du commun, du privé, mais, ce n'est pas si simple.

Le point gênant est qu'au nom de son projet illusoire et totalitaire, Friot critique toutes les avancées pour lesquels se battent aujourd'hui les organisations syndicales ou progressistes, que ce soit les prestations d'assistance, l'impôt redistributif, la réduction du temps de travail, la taxation du capital, le pôle public bancaire, l'allocation d'autonomie pour les jeunes, etc. (ELT, p.100). Il ne faut pas taxer les revenus du capital, mais les supprimer, nous dit-il. Il ne faut pas un revenu minimum, puisque chacun a droit à un salaire à vie. Notons toutefois que Friot ne dit rien sur les prestations pour les enfants, pour les handicapés, pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent travailler. Bref, tout ce qui n'est pas le salaire à vie est une « conduite d'évitement ». Aucun compromis n'est possible.

L'étrange est que se soit organisé autour de Bernard Friot une sorte de secte qui ne me semble pas fonctionner comme une organisation créatrice et critique.



Alors, Marx des temps moderne ou gourou illuminé ?